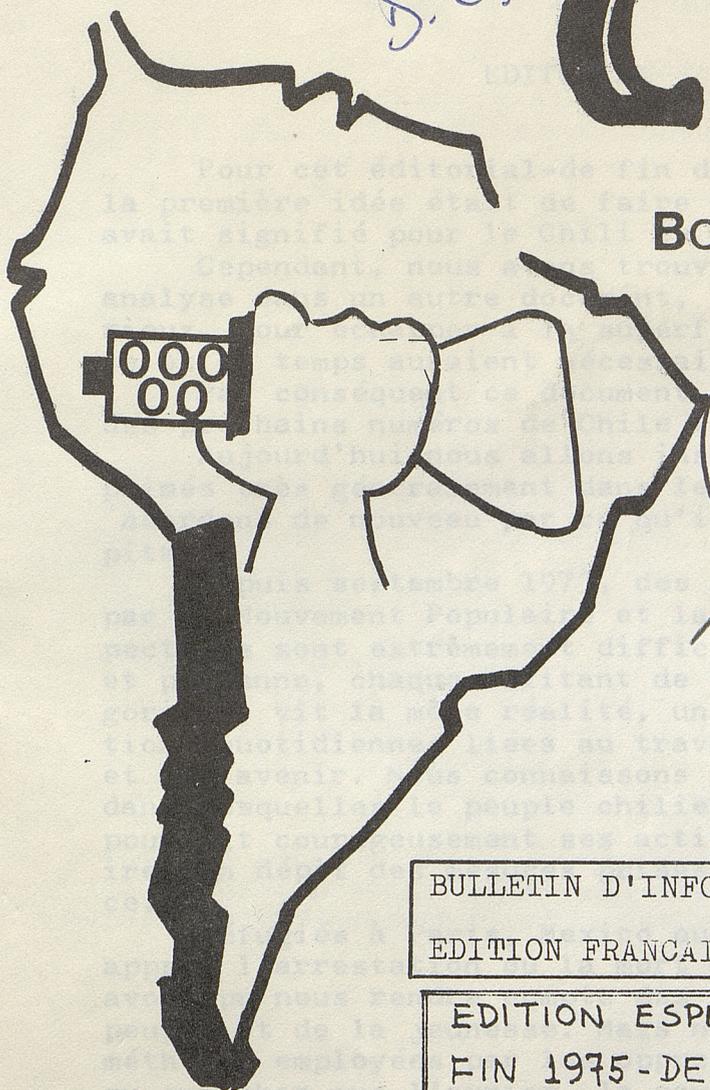


DON FRANCE - AMÉRIQUE LATINE

15 MARS 1976
D.C.

CHILE

BOLETIN INFORMATIVO



BULLETIN D'INFORMATIONS

EDITION FRANCAISE

EDITION ESPECIAL

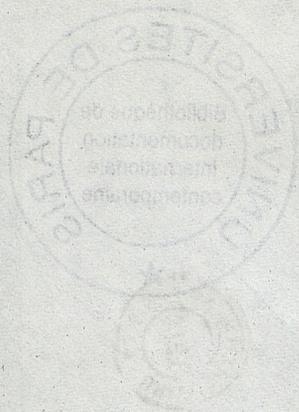
FIN 1975 - DEBUT 1976

En este número: *Janvier*

DANS CE NUMERO :

- * DROITS DE L'HOMME
- * EGLISE ET JUNTE
- * MALLOCO
- * INTERNATIONAL
- * CHILI, BOLIVIE ... LA MER

40 P 10329



"CHILE LUCHA" EN FRANCE:
Centre de Rencontre
67 rue du Théâtre
75015 - PARIS - FRANCE

EDITORIAL

Pour cet éditorial-de fin d'année et de début d'une autre la première idée était de faire un court bilan de ce que 1975 avait signifié pour le Chili et son Peuple.

Cependant, nous avons trouvé plus utile d'aborder cette analyse dans un autre document, plus important, complet et sérieux, pour échapper à la superficialité que le manque de place et de temps auraient nécessairement imposé.

Par conséquent ce document sera seulement publié dans un des prochains numéros de "Chile lucha".

Aujourd'hui nous allons insister sur quelques points exprimés très généralement dans le numéro d'octobre et que nous abordons de nouveau par ce qu'ils revêtent une importance capitale.

Depuis septembre 1973, des coups très durs ont été reçus par le Mouvement Populaire et la Résistance au Chili. Les perspectives sont extrêmement difficiles pour tous. Chaque ouvrière et paysanne, chaque militant de base, chaque opposant au régime gorille, vit la même réalité, une réalité faite de préoccupations quotidiennes liées au travail, au manger, à la sécurité et à l'avenir. Nous connaissons tous les conditions extrêmes dans lesquelles le peuple chilien, après plus de deux ans, poursuit courageusement ses activités contre le régime militaire, en dépit des mesures prises pour éliminer toute résistance.

Réfugiés à Paris, Mexico ou ailleurs, chaque mois nous a appris l'arrestation ou la mort de nouveaux camarades, et nous avons pu nous rendre compte des souffrances accrues de notre peuple et de la jeunesse. Mais nous savons aussi que les pires méthodes employées par les oppresseurs et les usurpateurs n'ont pu empêcher que l'ouvrier, le paysan, le professionnel et l'étudiant se relèvent de chaque coup porté pour développer la résistance et poursuivre la lutte jusqu'à la victoire.

Face à cet acharnement vis à vis d'un peuple en lutte quel peut être notre rôle en exil, quel doit être notre rôle ?

Il ne s'agit certes plus d'être les témoins vivants d'une page d'histoire, d'être les camarades sud-américains avec lesquels on se solidarise, de crier à la mobilisation de l'opinion publique internationale.

Il ne s'agit plus d'analyser ou de refaire le passé, d'affirmer ce qui nous arrange ou de taire ce qui nous gêne.

Il ne s'agit même pas de reparler de nos différences ni de reprocher aux uns et aux autres les faits qui empêchent encore toute unité révolutionnaire.

Nous sommes bien décidés de ne plus jouer ces rôles mais de poursuivre avec acharnement et force notre lutte à l'extérieur et l'appeler à la lutte de notre peuple pour sa libération et sa victoire finale sur les forces réactionnaires civiles et militaires.

Face à cet objectif, il est évident que chaque militant révolutionnaire en exil doit avoir une idée très claire des tâches qui lui incombent à l'étranger ainsi que de sa responsabilité.

Cette attitude (personnelle ou collective) est la première

condition à son apport et rattachement à la lutte d'un peuple opprimé.

Dans cette étape de la lutte où les directions des partis traditionnels de la gauche chilienne courent après des alliances irréalisables avec les secteurs bourgeois de la Démocratie Chilienne, notre tâche principale est la recherche infatigable de tous les éléments nécessaires pour impulser les courants et les tendances Unitaires et Révolutionnaires des secteurs réellement compromis. Aux marchandages et commerces politiques de certaines nous devons opposer notre fermeté et clairvoyance pour construire autour des bases et au sein des celles, la force Unitaire et Révolutionnaire.

De la même manière quand nous observons que la Solidarité Internationale s'est exprimée seulement en termes d'aide financière, de campagnes pour les prisonniers politiques et d'isolement moral plus que politique de la dictature, nous comprenons l'incapacité de la gauche chilienne à l'extérieur pour développer une politique solidaire correcte, forte et compromise avec les bases mêmes du prolétariat européen et du Tiers-Monde, seuls secteurs capables de faire un véritable boycott économique et politique contre la Junte Gorille.

En définitif, deux grands tâches nous attendent à l'extérieur : développer toutes les possibilités et éléments qui tendent à former une réelle alternative politique, unitaire et révolutionnaire, aspiration du prolétariat chilien dans sa lutte de la libération, pour conduire correctement le mouvement de masses existant à l'intérieur.

Et porter aux bases mêmes du prolétariat mondial le travail de solidarité dans un front direct de lutte qui permette l'isolement politico-économique réel, et permanent de la dictature.

CHILE LUCHA



JUNTE MILITAIRE ET DROITS DE L'HOMME

Bien que les secteurs du Gouvernement, Junte Militaire et col-laborateurs de classe essaient de minimiser et d'ignorer parfois le problème des Droits de l'Homme, cela reste une évidence. Ce problème est reconnu publiquement même par les moyens d'informa-tion les plus réactionnaires manipulés par le pouvoir. "Que Pasa", par exemple, dans une édition de début Novembre, écrit que le Chi-li ne nie pas qu'à partir de 1973 (année du coup d'état) il a dû affronter des problèmes des Droits de l'Homme qu'on avait pas co-nnu avant"; ajoutant que "ceux-ci sont plus difficiles à présér-ver dans les périodes d'effervescence, et que le pays et le Gou-vernement avaient conscience de cela." D'un ton insolent, il con-clue en affirmant qu'il est nécessaire qu'on comprenne à l'étran-ger, une bonne fois pour toute, "que le problème que les Droits de l'Homme peuvent représenter au Chili, sera résolu ici et par nous-même." Indiscutablement, cette affirmation - ainsi que d'au-tres du même type - sont contradictoires avec les dénégations que le pouvoir officialiste proclame quant il s'agit de se défen-dre devant le monde. On ne peut donc sous-estimer les condamna-tions de l'UNESCO, fin octobre, par exemple quant par 30 voix contre 0, et 7 abstentions, il fut décidé de "solliciter auprès des autorités chiliennes qu'elles prennent toutes les dispositi-ions nécessaires pour restaurer et sauvegarder les Droits de l'Homme fondamentaux, ainsi que pour garantir le fonctionnement normel de toutes les Universités et Institutions scientifiques et culturelles."

D'autre part, il est nécessaire de remarquer les résultats ob-tenus, vers la mi-novembre, à Athènes, aux réunions de la Confé-rence Internationale de Solidarité avec le Peuple du Chili, ain-si que la résolution de 62 sénateurs et 70 députés colombiens qui ont poussé leur gouvernement à prendre parti dans le vote de l'ONU disant : "Nous exprimons notre opinion dans le sens du maintien du vote de la Colombie condamnant la violation des Droits de l'Homme au Chili dans la résolution que doit prendre l'ONU à ce sujet." De même, l'attitude clairement démocratique de 17 recteurs et 7 ex-recteurs de toutes les universités de ce pys dans les mêmes termes.

Efin, la résolution de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, pour la 2° année consécutive est déterminante quant à la violation systématique des Droits de l'Homme au Chili. Plus tard, le 19 décembre, par 95 voix contre 15, l'Assemblée Générale de l'ONU ratifie cette décision, adoptant un texte dénonçant les "vio-lations continuelles et flagrante des Droits de l'Homme dans notre pays". Cette résolution a permis à la Junte chilienne de tomber à nouveau dans le ridicule Pinocchéen. Celui-ci (Pinochet) dans une intervention à la radio et à la télévision, le 12 décembre dernier, s'est senti "agressé" par l'organisme international in-diquant que "sa finalité déclarée est de produire l'isolement politique, économique et commercial de notre Patrie." L'esprit re-connu étroit de Pinochet (dont on aimerait connaître le quotient intellectuel qui n'a jamais été divulgué, et qu'il doit être in-téressant de savoir), est mis en évidence indiscutablement à cha-cune de ses paroles, et ce n'est pas la première fois. Il a cla-ssé - dans une violente attaque bileuse - les pays ayant voté pour la résolution en trois groupes, à savoir :

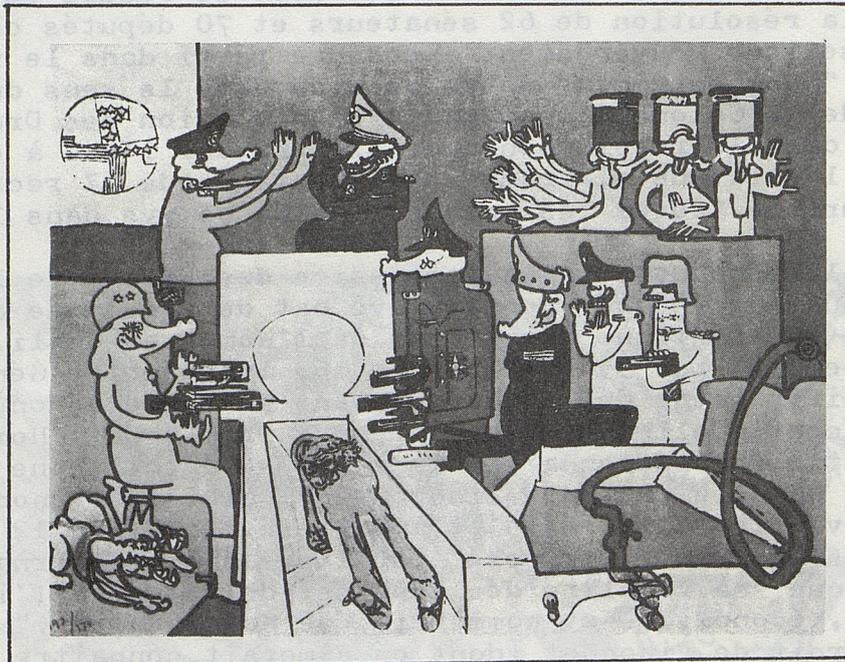
- ceux, à peine civilisés qui parlent et opinent des Droits de l'Homme seulement par rapport aux autres pays,
- ceux qui sont à la tête de la Culture et qui ne résistent pas eux-mêmes à un examen de respect des Droits de l'Homme,
- ceux qui suivent l'URSS et ses pays satellites.

Bien qu'ils n'est pas eu le courage de dire clairement dans lequel de ces groupes on classait son veil et loyal allié (chaque jour plus réticent face aux stupidité de la Brute) les Etats-Unis, nous savons que certains de ses subordonnés l'ont fait et de façon assez étourdi. L'un d'eux a eu l'audace d'écrire publiquement que ce vote étaient servait à voir quels étaient les amis réels du Chili, et quels étant clair ses ennemis, et que maintenant cela qu'ils prennent garde !!! (?) L'intervention se termina comme toujours en appelant à l'Unité Nationale.

Au delà de toutes les condamnations des organismes mondiaux, nationaux ou régionaux, comme des institutions ou des personnes, malheureusement nous connaissons les faits atroces, douloureux, qui affecten des milliers et des milliers de chiliens, et les témoignages des violations que commettent en permanence Pinochet et ses laquais.

Dénoncer, condamner et châtier, est certes le devoir de tout homme qui a conscience de sa condition rationnelle, audelà de toute autre considération.-

L.A.



EGLISE ET JUNTE MILITAIRE

La campagne synchronisée par la junte militaire en vue de réprimer certains secteurs de l'Eglise chilienne et d'interdire les activités du Comité Pro-Paz, semble apparemment connaître son dénouement.

Comité Pro-Paz : Les informations parues dans la presse de Santiago sur le sort du Comité Pro-Paz confirment son enterrement.

La revue "Que Pasa?" du 4 décembre tire le bilan des activités du Comité pour la période des deux années passées :

plus de 38000 demandes d'aides reçues.

6507 cas examinés par le Département Pénal qui a collaboré à la présentation de 2322 demandes de protection (Recursos de Amparo) individuelles, 400 dénonciations devant la justice ordinaire et 270 présentations de grâce. Le Comité a en outre réali-

sé : 515 défenses juridiques devant des Conseils de Guerre.
5802 cas examinés par le département du travail
1500 cas examinés par le département universitaire (jusqu'à fin 74)

3200 cas examinés par le département de réexamen des peines ("Reubicacion", jusqu'à fin 74)

2970 cas examinés au bureau des provinces

17830 cas examinés dans les comités provinciaux.

8857 cas examinés par le programme d'assistance sociale

29150 prestations médicales.

En outre, la Commission de Solidarité et de Développement a financé 126 entreprises de travailleurs donnant du travail à 1974 personnes et le Département Paysan a financé dix entreprises de production horticole donnant du travail à 55 personnes.

A la question de savoir qui se chargera désormais des tâches assumées par le Comité Pro-Paz, l'Evêque Enrique Alvear déclara : le travail de l'ex-comité continuera d'être effectué au sein de l'Eglise Catholique PAR DES GENS DE L'EGLISE, ce qui exclura les fonctionnaires pouvant avoir des idées contraires à la doctrine catholique.

Interrogé sur l'idée de la formation d'une institution indépendante semblable au Comité Pro-Paz mais administrée par d'autres organismes ou par des professionnels, le président du Collège des Avocats, Julio Salas Romo, se manifesta contre. Comme bon avocat défenseur d'une justice, Salas Romo justifia son opinion affirmant que les situations traitées par organisme d'aides aux nécessiteux n'existaient plus.

Cardinal Silva Enriquez ; Au cours de son voyage en Europe et à Rome, le Cardinal a précisé que la ligne de conduite de l'église au Chili "n'est ni de gauche ni de droite mais celle de la vérité". Malgré les déclarations du Cardinal pour défendre cette Vérité, pour défendre le Comité Pro-Paz et les ecclésiastiques accusés, colomnies et pressions se sont montrées les plus fortes. Le Cardinal a du s'engager officiellement dans la voie des concessions. Il est évident que cette attitude n'enlève rien de l'image courageuse que nous connaissons de l'Archevêque de Santiago et de nombreux membres de l'Eglise chilienne.

Le 8 décembre, dans son homélie prononcée à l'occasion de la fête de l'Immaculée Conception, Silva Henriquez déclarait que "le peuple veut rétablir la fraternité violée".

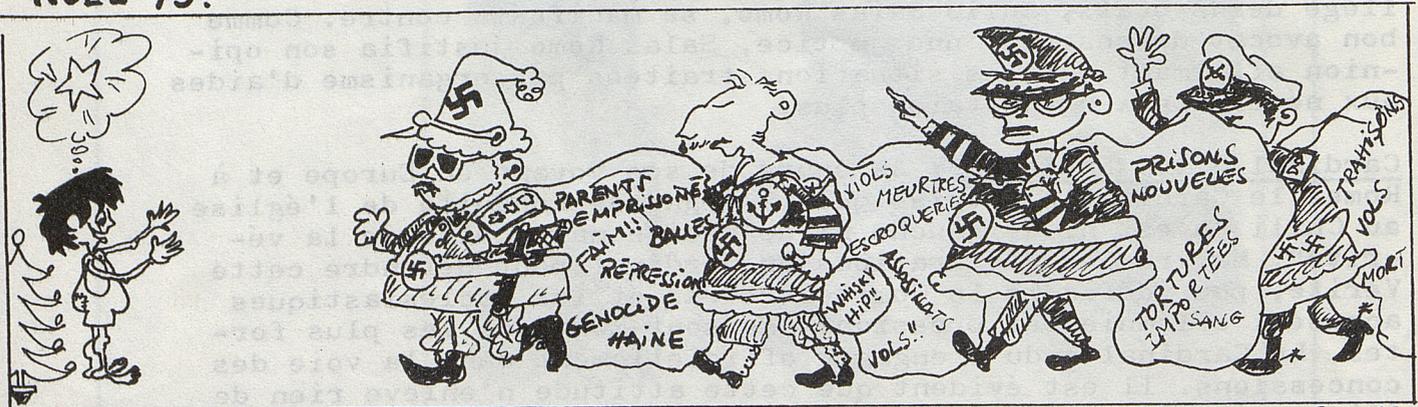
Pastoral de la liberacion : "El Mercurio" , journal "patriotique" de Santiago, du 2.12.1975, informait l'arrivée des premiers exemplaires du volume intitulé "Théologie de la Liberation - Conversations de Tolède, juin 1973", publié récemment en Espagne et qui contient le texte intégral de l'intervention du Cardinal Raul Silva Henriquez sur le thème : "Pastoral de la Liberation au Chili".

Comité Permanent de l'Episcopat : Vers la mi-décembre, des Evêques chiliens réunis à San José de la Mariquina décidaient de nommer Monseigneur Fresno (Archevêque de la Serena) à la présidence du Comité Permanent de l'Episcopat, en remplacement de Silva Henriquez. Considéré comme un modéré la nomination de Monseigneur Fresno montre le désir de l'Eglise d'aplanir les divergences surgies entre elle et la Junte à la suite de la dernière crise. Toutefois on apprenait le 17 décembre que le Cardinal Silva lancerait dans son message de fin d'année un appel à l'Amnistie générale.

Jour de la Nativité dans les Eglises chiliennes : L'Eglise catholique suivant la tradition a célébré avec la messe de minuit la fête de Noël, dans toutes les églises. L'office principal a eu lieu à 22H.30 dans la cathédrale de Santiago, présidé par Mr. Silva Henriquez. Dans son message à tous les chiliens, le cardinal a exprimé : "En étroite adhésion avec le Saint Père et ses désirs intimes et réitérés, et en communion avec d'autres Episcopats qui ont fait la même chose avec leurs gouvernements respectifs, nous avons demandé à nos autorités qu'à l'occasion de cette Nativité et Année Sainte, ils appliquent une généreuse et large Amnistie particulièrement pour ceux qui souffrent la détention en vertu de leurs opinions politiques passées et qu'aucun d'eux ne soit accusé d'actes criminels ou d'une quelconque violation de la loi."

"Cette mesure... contribuera de manière décisive à la grande cause de réconciliation et réunification de notre famille chilienne."

NOËL 75.



AFFRONTLEMENT A MALLOCO

Depuis septembre 1975, la dictature a fortement intensifié la répression contre le peuple chilien ; actions répressives qui subsistent toujours.

Commencée à Santiago, elle s'est étendue rapidement aux provinces plus combattives, tant au Nord que dans le Sud du pays.

Des milliers de militaires et policiers tous surveillés et menés par la Dina, ont totalement contrôlé les secteurs les plus pauvres et nécessiteux, dans l'intention de poursuivre leur politique de terreur. Ainsi, les résultats ne se sont pas fait attendre - Il y eut des centaines de nouveaux détenus, torturés et disparus. Des ouvriers, paysans, étudiants, professionnels et professeurs tombèrent dans leurs mains. Non content de ce résultat, la Dina trouva une nouvelle diversion : les églises et avec elles, les prêtres. Tout cela dans l'intention véhémente d'humilier l'unique refuge relativement libre qui restait au peuple.

A la mi-octobre, un fort détachement de la Dina, joint à des forces armées arriva dans la zone de Malloco, à 30 kilomètres de Santiago, lieu où fonctionnait une des maisons de la commission politique du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), qui fut rapidement découverte et encerclée. Après un affrontement prolongé, quatre camarades réussirent à rompre le cercle et à échapper avec la complicité de "pobladores" et de paysans voisins.

Le camarade Dagoberto Perez Vargas, ne pouvant échapper, protège à la fuite de ses compagnons, maintenant les forces répressives pendant près de trois heures avec l'aide des propriétaires de la maison et d'un camarade paysan. Tous moururent.
Hommage aux héros populaires !!!

A partir de ces faits, de nombreuses camarades furent arrêtés parmi lesquels on compte le dirigeant du MIR, Martin Hernandez, et d'autres dirigeants.

Les dirigeants nationaux du MIR Andres Pascal Allende, membre de la commission politica et secrétaire général, et Nelson Gutiérrez Yanez, également de la commission politique et deuxième homme de la direction, réussirent à échapper.

Malgré une persécution ardue de la part de tout l'appareil répressif militaire et grâce à la protection de "pobladores" et de paysans, Pascal Allende et Nelson Gutiérrez réussirent à s'asiler. Le premier, à l'Ambassade de Costa Rica avec sa compagne Marie-Anne Beausire, tandis que Nelson Gutiérrez (blessé) et sa compagne Maria Helena Bachman restaient protégés par la Nonciature Apostolique de Santiago. Dans cette action participèrent des secteurs de l'église chilienne et collaborateurs proches.

Suite à la collaboration de l'église pour protéger la vie et l'intégrité de ces camarades, la répression se déclancha plus fort que jamais contre elle. Le 4 novembre 1975, la direction des Informations du Gouvernement Gorille (DIG) annonça à Santiago la détention des Prêtres Rafaël Morotto et Gérardo Wheelan, et de la docteur anglaise Sheila Cassidy. D'un autre côté, la DIG lança une virulente attaque contre l'église catholique du Chili, qu'elle accusait de protéger des "extremistes fugitifs". Le jour suivant, l'église faisait publiquement une déclaration pour justifier les actions des Prêtres qui se trouvaient en prison. De son côté, les tortionnaires répondaient en menaçant de réprimer toute personne qui prêterait aide à des fugitifs au extrémistes "quelque soit

son rang, qualité et investiture"...

Le 8 novembre, le Cardinal Raul Silva Henriquez, défendit publiquement et personnellement les Prêtres compromis. Toutefois, il lui était expressément interdit de faire une déclaration à la télévision nationale, organisme journalistique étatique. La contradiction atteint son sommet avec la plainte de l'Evêque Fernando Aristia dans le sens de l'existence d'une campagne Gouvernementale contre l'église dans son ensemble et en particulier contre les organisations appuyées par cette dernière qui tendent à aider les opprimés et les persécutés.

Malgré les négations mensongères de Pinochet sur l'existence de ces faits, on annonça à Santiago l'arrestation de deux membres du Comité Pro-Paz, Organisme oecuménique d'aide populaire, l'avocat José Zalaquet et un Prêtre Nord-Américain appelé Julio.

Pour clôturer l'offensive, Pinochet ordonna la dissolution du Comité Pro-Paz (Chile Lucha numéro d'octobre). Au travers des événements de Malloco, s'exprime donc dans une grande mesure le cumul de contradictions existants entre l'église Chilienne et la Junte Militaire. On peut également analyser ces faits comme étant la "marque de désespoir" de la Junte Chilienne de voir que malgré toutes ses tentatives, elle n'arrive pas à arrêter l'avance et le renforcement de la résistance populaire.

La Junte est donc amenée à commettre de nombreuses erreurs. Sans résultat pour empêcher la sortie des camarades exilés, les Militaires dans leur acharnement ont créé des problèmes avec la Chancellerie de Costa Rica. Le Gouvernement Chilien prétend qu'on doit lui remettre les exilés, car ce sont des délinquants communs et non des politiques. Les militaires oublient que ce sont les pays qui accordent l'asile qui sont qualifiés pour déterminer la nature du délit. Cependant, il est nécessaire de rester en alerte pour empêcher toute nouvelle violation des lois internationales de la part de la Junte. Les efforts solidaires doivent s'esgrimer avec force de tous les points du monde pour interdire une nouvelle atteinte aux droits humains minimums.

De son côté, le Mercurio du 30-11-75, a publié un article intitulé "le MIR condamne à mort Pascal et Nelson Gutiérrez", incluant dans sa publication une soi-disante déclaration du Comité politique MIR.

Cette publication notifiée à tous les secteurs d'opinion, aux militants et militantes révolutionnaires du monde que Pascal Allende et Nelson Gutiérrez et leurs compagnes respectives seraient expulsés du mouvement. Les deux premiers pour trahison au Parti, à la classe ouvrière et au Peuple, désertion et lâcheté. L'autre partie du communiqué ajouta qu'ils sont condamnés à mort sous les charges de "faire un grave tort au développement du mouvement révolutionnaire chilien et mondial et par la collaboration que leur asile prête à la dictature".

Cependant le jour suivant, à Rome, un violent démenti de cette information, a été publié avertissant tous les secteurs du mouvement révolutionnaire chilien et mondial de ne pas croire toutes les publications du journal patronal.

Déclaration du MIR (Abrégée)

A la classe ouvrière et au peuple du Chili
A tous les militants et combattants du Mouvement de la Résistance Populaire.

A tous les Partis de Gauche et aux Forces Anti-Dictatoriales
Aux travailleurs, Révolutionnaires et Peuples du Monde.

Le "Mercurio", organe méprisable de publicité de l'impérialisme Nord-Américain, des puissants exploités nationaux et de leurs domestiques militaires souligne une fausse déclaration qui soi-disant aurait été faite et distribuée par notre Comité Central celle-ci faisait état de la condamnation à mort des deux membres du

la commission politique réfugiés en Ambassades, et de leur expulsion à vie de MIR ainsi que leurs compagnes...

- 2° La Direction Nationale du MIR dénonce ce document. Il n'a été rédigé ni donné à la publicité par aucun organe de Direction de notre Parti et encore moins par son Comité Central.

Cela fait partie d'une nouvelle et sinistre manoeuvre de la dictature Gorille et de ses domestiques qui met en évidence leur affaïssement progressif face au renforcement graduel, mais incontenable de la résistance Chilienne Populaire...

- 3° Nous avertissons tous ceux qui ont participé et qui participent à ce genre de manoeuvres et spécialement le directeur du "Mercurio", que plutôt que tard, ils connaîtront avec force le poing du peuple, de la résistance et des révolutionnaires.

4-4° "Nous communiquerons à la classe ouvrière et au peuple, qu'en raison des derniers coups répressifs que la dictature a réussi à nous porter, le MIR est entrain de développer intérieurement et aux niveaux qui correspondent, une analyse pour tirer les leçons nécessaires des derniers événements, surmonter les faiblesses, pour punir ceux qui ont manqué à leur devoir et qui ont une part de responsabilités dans ces faits."

- 5° "Nous communiquons à la classe ouvrière et au peuple, aux militants et aux combattants de la résistance populaire, aux partis de la gauche et aux forces anti-gorilles, et aux travailleurs révolutionnaires et peuples du monde, que la Direction Nationale du MIR se maintient au Chili, soudée, unie et fonctionnant à la tête de notre Parti, impulsant la Résistance Populaire.

Que deux membres de notre Commission Politique se soient réfugiés en Ambassades est un fait très grave. Mais c'est au MIR, à sa Direction Nationale, aux révolutionnaires, à la classe ouvrière et au peuple de les juger et d'en tirer les conclusions, à partir d'une analyse scientifique et objective des faits..."

- 6° "Nous alertons le peuple chilien, les travailleurs, les Organisations Révolutionnaires et les Peuples du Monde, les Institutions et les Gouvernements Humanistes, progressistes et Démocratiques que la dictature essaie d'assassiner Andrés Pascal Allende et Nelson Gutiérrez.

Nous dénonçons le fait que la dictature a installé autour des Ambassades où ils sont réfugiés, un cercle criminel de plus de quatre cents effectifs de la DINAM, militaires et carabiniers fortement armés, préparés pour une véritable opération de guerre.

Nous rendrons responsable Pinochet de tout acte criminel qui peut arriver à Andrés Pascal Allende et Nelson Gutiérrez ou à leurs compagnes..."

- 7° "Nous appelons tous les Partis de la Gauche et Forces Anti-Dictatoriales à répondre aux mensonges et tentatives divisionnistes du Gouvernement Gorille contre le Peuple, par la coordination et la formation immédiate d'un Comité National de l'Unité du Peuple contre la dictature..."

Seuls, la classe ouvrière, le Peuple et les Révolutionnaires jugent leurs dirigeants !

Direction Nationale
du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire
(MIR)
Chili, 30.11.75.

Il s'agit seulement de plusieurs extraits de la déclaration de la D.N. du MIR et non pas du texte intégral.

L.A.

NOUVELLES BREVES + NOUVELLES BREVES + NOUVELLES BREVES + NOUVEL

Tant de chiliens à l'extérieur !

De sources bien informées, plus d'un demi-million de chiliens seraient à l'extérieur du pays depuis le coup d'état du 11 septembre 1973. Répartis un peu partout dans le monde. La majorité se trouve réfugiée en Amérique Latine et surtout en Argentine.

Notre envoyé spécial est allé rendre visite à "l'honorable directeur" de la Junte afin d'obtenir une explication sur l'exode précipité de ses compatriotes. A cette question, le général Pinochet répond à "Chile Lucha" :

"Effectivement de nombreux chiliens passent à l'étranger mais il ne s'agit que de familiers allant rendre visite à leurs proches. Et s'ils ne reviennent pas c'est dû aux terribles réalités économiques existantes après trois années de gestion du Gouvernement d'Unité Populaire".

Amnistie de bonne conscience .

Le jeudi 18 décembre, le général Auguste Pinochet ordonna l'immédiate libération de 164 détenus dont 4 Prêtres et 30 femmes. Cette mesure de grâce accordée "humanitairement" en raison de la période de Noël ne nous fera pas oublier les 8000 détenus politiques et plus qui sont encore soumis aux pires traitements de la Junte.

Comme "Ercilla" n° 2108 n'oublie pas de préciser : "des amnistiés, ne figure aucune personne qui avait un haut rang politique ou administratif sous le régime antérieur".

Ce n'est certes pas pour des fins humanitaires que la Junte militaire ouvre quelques prisons. Mais quelque en soit le motif, (pressions, bonne volonté pour obtenir des crédits, mauvaise conscience...) nous n'oublierons pas que chaque libération correspond à une déportation et que la DINA et ses sbires se chargent très vite de remplir à nouveau les prisons.

"Rien dans les mains".

Daniel Pézéril, Evêque auxiliaire de Paris, "né au Chili", écrit sous le titre "Le Chili ou le jeu de la dérision et de la mort", un article témoignant de la disparition (depuis le 30.7.74) d'Alfonso-René Chanfreau à Santiago. Malgré toutes les interventions auprès des autorités chiliennes, requêtes publiques ou privées, aucune nouvelle n'a été apportée sur le sort réservé à Chanfreau. Une seule réponse revient systématiquement : "Nous ne savons rien de Mr. Chanfreau. Il n'a jamais été arrêté. Son nom ne figure sur aucun des registres d'écrou de nos prisons".

Devant un tel subterfuge (encore très souvent employé), Daniel Pézéril écrit : "Rarement le jeu de la dérision et de la mort s'est affiché avec une telle désinvolture. Nous ne pouvons nous représenter sans effroi l'homme d'Etat installé dans son fauteuil et qui réplique à ses visiteurs avec ce mépris impassible... Vous voyez bien, rien dans les mains". (Le Monde du 28.12.75)

Collaboration.

Selon un communiqué publié à Paris par le Parti Socialiste chilien, une centaine de chiliens sont accusés par les autorités argentines d'avoir eu "des activités de nature à affecter les relations diplomatiques" entre Santiago et Buenos Aires. Il serait //.

NOUVELLES BREVES + NOUVELLES BREVES + NOUVELLES BREVES + NOUVEL

également intéressant de avoir quelques éclaircissements sur la collaboration existante entre l'AAA et la DINA. (Le Monde 30.12.75)

Militaires dans les prisons.

A partir des propos de Marcel Romo, militant du MIR, (Front Révolutionnaire des Travailleurs du Cinéma) arrêté le 21.11.73, condamné à 7 ans de prison, peine commuée en exil.

Environ 3000 militaires sont détenus au Chili. La Junte se refuse toujours d'en reconnaître le nombre et maintient le plus grand silence sur ses prisonniers. Beaucoup appartenaient aux Forces Aériennes et sont soumis aux pires pratiques de l'Armée de l'Air commandée par Leigh. Leurs demandes de commutation de peine en exil sont ignorées.

Nous devons nous préoccuper des officiers, sous-officiers et soldats soumis à l'acharnement particulier de la Junte, et lutter pour qu'ils obtiennent le même droit, comme n'importe quel politique, à sortir du pays.

IL FAUT EXIGER LA LIBERATION DES CAMARADES QUI ONT LUTTE SOUS L'UNIFORME ET QUI RESISTENT EN PRISON A LA JUNTE MILITAIRE !!!

Vacances Madrilenas de Tonton Pinochet.

Malgré tous les efforts de l'ex-Prince Juan Carlos pour rendre discrète la venue du Général Pinochet, celui-ci était bien décidé à rendre un hommage bruyant à son vieux Kamaradr Franco. Pinochet alla même jusqu'à donner une conférence de presse à Madrid, non content d'avoir eu le voyage gratuit. Il nia l'existence de prisonniers politiques au Chili, les qualifiant de "transférés politiques". Emporté dans son élan lyrique, il reconnut n'avoir pu prendre aucun contact durant son séjour en Espagne disant textuellement à un journaliste : "Si vous révisez mon agenda, vous verrez qu'il y a un moment que je suis en train de tourner par ici sans pouvoir prendre contact avec personne". Ceci se traduit en bon français "tourner en bourrique". A la clôture de sa conférence de presse, Pinochet returnait au Chili sans assister au couronnement du nouveau Roi. Il y a des déplacements tournés vers l'avenir d'autres vers le passé.

D'histoires d'aéroport en histoires d'aéroport, le señor Pinochet aurait perdu sa valise dans une salle d'attente où bien il était seul. Il a été incapable de rencontrer sa valise. Prière à toute personne qui la retrouverait de la lui rapporter non piégée. A sa descente d'avion à Pudahuel, le général Pinochet s'est exprimé en bon espagnol : "Si j'aurais pas venu!"

Vague de répression orchestrée par la DINA.

La DINA au début novembre, annonça avoir découvert un plan subversif monté à Santiago par le Front Patriotique de Libération Nationale. Ce Front, toujours suivant la DINA, serait composé de membres des Partis Communiste et Socialiste et MIR. Ce motif, mmon-té de toute pièce, n'était certes pas nécessaire à la DINA pour continuer à lancer des actions répressives contre le Peuple chilien.

Tout le long du mois de novembre la répression s'est accrue. En fin de mois, le gouvernement a annoncé également la détention de 46 personnes dans le port de Valparaiso, tous accusés d'appartenir au MIR et à la Ligue Communiste du Chili. Ce communiqué n'a pas identifié les détenus.

Nous rappelons que les dirigeantes socialistes : Exequiel Ponce, Carlos Lorca, Ricardo Lagos, Manuel Dinamarca, (ex-secrétaire///.

NOUVELLES BREVES + NOUVELLES BREVES + NOUVELLES BREVES + NOUVEL

général de la CUT) sont toujours aux mains de la Junte et de la DINA, et que chaque jour ils subissent de cruelles tortures.

Licencienments à la DINA.

Certaines révélations permettent d'affirmer qu'il existe des querelles intestines parmi les bourreaux de la DINA. Le journal "El Dia" de Mexico et le bulletin "Chile Informativo" de Cuba font état du renvoi de Maria Angelica Aguilera et Julio Umeno des services de cette police (DINA). Ces deux agents de la DINA, suite à leur renvoi, avaient adressé une lettre confidentielle au Général Pinochet dans laquelle ils se plaignent de ne pas pouvoir trouver de travail, et de tentatives d'assassinat de la part de leurs anciens confrères. Ils reconnaissent également que des militants, que la Junte nie avoir détenu, ont été effectivement emprisonnés et torturés par la Direction de l'Intelligence Nationale. Il est évident que si de tels faits se vérifient, très vite apparaîtront tous les types d'activités illégales organisées par la DINA et qu'on connaît le sort qui a été fait aux détenus portés disparus.

De nouvelles detentions.

Le 2 décembre 1975 la police de Buenos Aires (en étroite relation avec la sinistre DINA chilienne) informa de la détention des camarades chiliens suivants, exilés en Argentine :

- Sergio Muñoz Martinez (COCHIN)
- Gabriel Salinas Alvarez
- Sergio Letelier Sotomayor (Santiago)
- Roberto Pizarro Hofer (Tito ou Toño)
- Juan José Bustos Ramirez (René)
- Luis Brevo Moreno (Yeli)
- Guillermina Galiazo Gavalián de Pizarro
- Ximena Zavala San Martin (Lidia)
- Catalina Cristina Herrera (Cristina)
- Ernesto Benado Rejovitsky.

Ils ont été accusés, avec des camarades d'autres nationalités, d'avoir eu des activités destinées à précipiter la chute du gouvernement voisin (Chili), en faisant des "guerrillas".

D'autre part, l'étudiant chilien Carlos Godoy Barrales, 25 ans, a été arrêté et condamné à deux ans de prison par la police de la Capitale Fédérale de Buenos Aires. Une fois accomplie sa peine, il sera expulsé du pays.

Amnistie.

Amnesty International, organisme humanitaire qui a déjà demandé la libération des prisonniers politiques au Chili, en URSS, en Espagne et dans bien d'autres pays, vient de présenter la même demande pour les prisonniers politiques en France.

Cela signifierait-il que ~~cette~~ ce pays, mine de rien, s'en prend un peu trop abusivement à la liberté de certains citoyens, nous faisant mériter le bonnet d'âne de la démocratie européenne ?

A chacun d'en juger. Mais si nous continuons à arrêter des gens, il faut craindre que l'Espagne elle-même ne rappelle son ambassadeur à Paris. (Bernard Chapuis. Le Monde, 20.12.75).

De bruits de couloirs à d'autres; CHILE LUCHA invite fortement son Excellence Don Jorge Errázuriz à sauter sur l'occasion pour demander son renvoi à Santiago et faire ses valises.-

////.

On nous rassure de Washington.

Le rapport de la commission sénatoriale d'enquête sur l'action menée par la CIA au Chili a été rendu publique le 4 décembre. Ce rapport confirme que la CIA a dépensé entre 1964 et 1974, 13 millions de dollars pour lutter contre le régime d'Allende. Cette somme a été répartie entre Frei et ses démocrates, certains secteurs militaires chiliens, les sbires de la CIA au Chili, le journal patriotique El Mercurio, le Parti National d'Alessandri, etc... Pour conclure, ce rapport d'une soixantaine de pages, plus infectes les unes que les autres, la commission a bien sûr conclu qu'il n'existe aucune preuve d'une aide directe américaine dans la préparation du coup d'Etat du 11 septembre.

Nous espérons connaître le rapport de la commission sénatoriale d'enquête qui révélera que la CIA a versé x millions de dollars à sa seigneurie Eduardo Frei Montalba pour qu'il reprenne le pouvoir à l'Auguste Pinochet.

Comme quoi : "Tant qu'y a de l'argent, y'a de la démocratie".

Histoire Secrete Nord-Américaine.

Un porte-parole officiel du parlement nord-américain confirma début novembre que le Chili sera exclu des plans d'Aide Militaire pour l'année 1976 à cause de la situation des Droits de l'Homme dans ce pays. Quelques jours plus tard à Washington le sénateur Edward Kennedy proposa au sénat américain la réduction de l'aide économique apportée au Chili. Ce même sénateur devait insister par la suite sur le fait que malgré l'interdiction antérieure d'apporter une aide militaire au Chili, celle-ci était toujours maintenue et passait par d'autres canaux. Comme quoi la clique de Washington et ses satellites restent sourds. "Y'a des canaux à déboucher".

Pinochet n'a pas peur des chiffres...

Le "Mercurio" du 11 décembre donne les résultats chiffrés des enquêtes de la GALLUP concernant le soutien du "Peuple chilien" au général Pinochet. Très conscient du pouvoir des statistiques et du Pouvoir existant au Chili, le "Mercurio" s'est empressé de faire parler les chiffres. Nous apprenons que 76% des chiliens appuient leur gouvernement ce qui représente pour le Général Pinochet une légère hausse de sa cote. D'ici peu on ne serait pas surpris de savoir que 99% des chiliens soutiennent la Junte. Le ridicule est à l'image du nombre des pourcentages quand la GALLUP affirme que 63% de la population considèrent la situation (en septembre 75) est bien meilleur que celle connue avant le coup d'Etat.

NOUVELLES BREVES + NOUVELLES BREVES + NOUVELLES BREVES + NOUVEL

Plus loin l'enquête signale que seulement 25% préfèrent un gouvernement "de dialogue et moins ferme", et que la moitié de la population souhaite que la gouvernement reste. 30% désirent l'entrée de civils dans les tâches gouvernementales (mais... bien sûr sans élection).

Pour clôturer une enquête aussi sérieuse et digne de foi, voilà d'autres opinions recueillies par la GALLUP :

Image de Pinochet

- 85% le voit comme un homme sincère
- 83% rapide pour prendre des décisions (!)
- 85% pratique dans ses décisions
- 82% qu'il aide tous les chiliens

Enfin les Forces Armées ont droit à leur petites statistiques.

- 91% considèrent l'Armée ordonnée et vigilante
- 82% la considèrent unie et capable de tenir le pays

(por supuesto)

- 62% considèrent que l'Armée sait ce qu'elle va faire.

Nous voilà tous rassurés. Merci à la GALLUP et à ses statistiques!!!

"Tout le monde par terre, que personne ne bouge"; ou...

"les nazillons contre les Amitiés Franco-chiliennes..."

Le 14 décembre 1975, "courageusement" un commando fasciste a saccagé l'exposition chilienne organisée en faveur des familles des prisonniers victimes de la Junte. La valeur des dégâts matériels causés s'élève à près de 10 000 francs. Les Amitiés Franco-chiliennes ont déclaré qu'une plainte contre X a été déposée et ont réaffirmé leur volonté de poursuivre les expositions-ventes et tous types d'ations en faveur des prisonniers politiques et leurs familles.

Avis donc aux élèves de Pinochet...

Messieurs les usurpateurs.

Cas Jean Edern-Hallier...

Accusé entre autres du détournement de sommes destinées à la résistance chilienne. Hallier n'a pas encore payé ses usurpations. Son procès contre le journal Libération qui avait, sous le titre "Cet homme est dangereux", relaté des accusations précises, n'a pas eu lieu. Au dernier moment (le 18-12-75) Hallier s'est désisté. Rejeté par ceux dont il s'est trop longtemps réclamé, Hallier n'évitera pas la condamnation des militants révolutionnaires du monde entier et du Chili en particulier. ET VIENDRA LE TOUR DES AUTRES !!!

Helicopteres de Generaux, en panne...

Un article du Sunday Times de Londres faisait état d'une nouvelle crise existante entre les membres de la Junte chilienne. D'après l'information, dix généraux dont Gustavo Leigh auraient posé un ultimatum au général Pinochet, "Chef suprême de la Junte", relançant ainsi les tensions au sein des Forces Armées. Cet ultimatum s'est exprimé par une lettre critiquant principalement les méthodes de gouvernement de la Brute, le manque de "réformes", la mauvaise image du Chili à l'extérieur, la situation économique etc... etc... etc... et la DINA, devenue un instrument politico-policier beaucoup trop puissant aux goût des militaires.

Il ne s'agit certes pas d'un retour de veste de quelques généraux en mal d'une nouvelle conscience...

Quand le général Leigh est mis au premier rang de ce mouvement (comme un "cerveau") on imagine facilement qu'il ne s'agit de rien d'autre que d'histoires de ménages entre réactionnaires, peut être bien poussés par quelques ambitions ou par l'intervention de quelques puissances désireuses de changer de valets.///////.

NOUVELLES BREVES + NOUVELLES BREVES + NOUVELLES BREVES + NOUVEL

Ce qu'il est à souhaiter dans les prochains jours c'est que quelques Généraux qu'ils s'appellent Arellano Stark ou autres, empruntent des hélicoptères... Et que les étoiles tombent...

Vent de démissions "volontaires" à l'Université du Chili.

Le procureur d'Aviation, Colonel Julio Tapia Falik, assumera la place de recteur délégué de l'Université du Chili en remplacement du Général de Brigade Aérienne A.R.P. ce mois-ci.

Au même moment d'assumer cette tâche, il a exigé que toutes les autorités dans les Universités donnent leur démission par écrit; ces démissions "en blanc" restant à sa disposition. Plus de 270 personnes sont concernées par cette exigence.

A chacun de tirer des conclusions sur cette nouvelle démonstration démocratique de la Junte.

DE L'ANGLETERRE.

Londres rappelle son Ambassadeur du Chili.

Après la libération du docteur Sheila Cassidy et son arrivée à Londres, le Foreign Office a rappelé son Ambassadeur à Santiago pour une durée indéterminée. Mr. Callaghan, Secrétaire au F.Office a adressé une vive protestation au gouvernement Pinochet demandant l'ouverture d'une enquête sur le " traitement brutal et non civilisé" dont a été victime la Dr. Cassidy.

La Dr. Cassidy avait été arrêtée au courant du mois de novembre après son intervention à la Nonciature de Santiago pour soigner et défendre Nelson Gutiérrez, second du MIR poursuivi par les tortionnaires de la Junte. (Voir notre article Affrontement à Malloco).

La Dr. Cassidy a été catégorique sur le fait d'avoir été soumise à des tortures, en déclarant qu'à l'heure actuelle le peuple chilien vit sous la torture "généralisée et hautement organisée".

On attend que d'autres pays européens reconnaissent enfin ce qu'il n'est plus nécessaire de prouver, et que cessent toutes relations diplomatiques, livraison d'armes et accords économiques avec les Gorilles de la Junte Militaire Chilienne.-

A L'EQUATEUR...AUSSI.

Quito dit... Quito Fait...!!!

Le vendredi 9 janvier 76, la radio de Quito (Equateur) annonçait l'évincement du Chef de l'Etat, Général Rodriguez Lara, au profit d'une Junte ayant à sa tête le Général Guillermo Durán Arcenttales (Chef de l'etat-major général de Armées). Peu après, l'information était démentie.

L'autorité chancelante du gouvernement LARA devait se confirmer le dimanche 11 janvier. Une Junte composée des Chefs d'Etat-major des trois armes venait tout simplement de renvoyer "Bombita" (Lara était surnommé "Bouboule") à ses affaires.

Les putchistes d'octobre et les conservateurs se frottent désormais les mains. Quant au retour des civils dans les affaires politiques d'Equateur, peut-être en 1977 ???!



CHILI, BOLIVIE et... la MER

A la suite de la rencontre de Charaña, entre Pinochet et Banzer; les autorités boliviennes font une première proposition, face au problème d'accès à la mer pour leur pays. Elles demandaient:

1. Un couloir, proche du Pérou, allant jusqu'au limites urbaines d'Arica.

2. Une enclave dans la côte chilienne de 15 kms. sur 50 kms. emplantée entre Pisagua et Antofagasta, et reliée à la Bolivie par une route.

3. Faciliter et simplifier les droits de passage.

Le Chili; après examen, répond le 11 décembre, par une contre-proposition excluant l'enclave dans le territoire chilien, et proposant un couloir au nord d'Arica depuis la ligne de la Concorde, jusqu'au point appelé Quebrada Gallinazos (8 kms; environs), s'élargissant jusqu'à la frontière bolivienne. La zone territoriale cédée à la Bolivie ferait entre 3.000 et 5.000 kms.carrés, les 200 milles de territoire maritime inclus.

Le Chili est également d'accord avec de grandes facilités de passage.

En contre-partie, le Chili demande une zone de superficie équivalente. La Bolivie pourrait donner des terres face à la zone située entre Pisagua et Tocopilla. D'autre part, le couloir bolivien devra avoir un statut juridique clair :

- zone démilitarisée (ne pouvant servir de base militaire), avec simplement les effectifs de police "normaux";
- territoire inviolable par les Organismes Internationaux;
- ne pouvant être cédé à un troisième pays.

En fin, la Bolivie devra racheter les installations de l'aéroport de Chacalluta, voie ferrée allant d'Arica à La Paz, etc.etc.

En plus, le Chili pourrait profiter du fleuve Lauca.

Grâce aux simplifications du passage, le Chili espère prolonger un gazèoduc à partir de gisements de pétrole de Santa Cruz, jusqu'au secteur minière chilien (peut-être Chuquicamata) et un olèoduc de Sica-Sica à Arica, lui permettant d'installer une Raffinerie. Les négociations sont toujours en cours.

Les autorités boliviennes considèrent la contre-proposition du Chili comme "une base acceptable" mais que les détails d'un futur accord doivent être discutés avec calme et en observant qu' à aucun moment on atente aux possibilités de développement national.

Tant le Chili comme la Bolivie attendent une réponse du Pérou.

De nombreuses réactions sont attendus dans les différents milieux. Nous transcrivons aujourd'hui, la prise de position d'un groupe de militaires "constitutionnalistes" chiliens, parue à Mexico le 30,nov.75 :

"Nous, Officiers constitutionnalistes et démocrates de l'Armée de Terre du Chili, à la suite de conversations soutenues avec des Officiers de la Marine et des Forces Aériens, nous déclarons :

"La Junte qui, au nom des Forces Armées, gouverne notre Patrie et qui fait foi d'un Nationalisme Pur, se prepare à livrer une partie du territoire national au Gouvernement de la République de Bolivie. Face à cela, nous déclarons :

"Nous ne sommes pas opposés à une solution juste au problème de l'encerclement de la Bolivie, mais nous nous opposons à une solution qui sacrifierait le territoire chilien.

"Tant dans la province de Tarapacà que dans celle d'Antofagasta, l'écrasante majorité des habitants sont non seulement chiliens de naissance mais descendants de chiliens tout comme dans les provinces de Atacama et Aconcagua et dans le sud du Chili. C'est pourquoi, le fait qu'une partie d'entre eux passe sous un gouvernement étranger, constitue un flagrant délit de Trahison à la Patrie.

"La solution à l'encerclement de la Bolivie passe par l'habilitation de nouveaux ports, comme ceux de Pisagua et Cobija qui pourraient être utilisés par le pays de l'Altiplano, mais sans céder de territoire chilien, seulement en autorisant l'usage d'entrepôts portuaires boliviens et le fonctionnement de douanes boliviennes à ce secteur. Les bateaux de drapeaux boliviens ou étrangers à destination de ce dernier pays, auront les mêmes lois que les bateaux chiliens.

"De plus, la solution du problème bolivien doit être le résultat d'un accord majoritaire des habitants chiliens, exprimé librement et démocratiquement par un plébiscite.

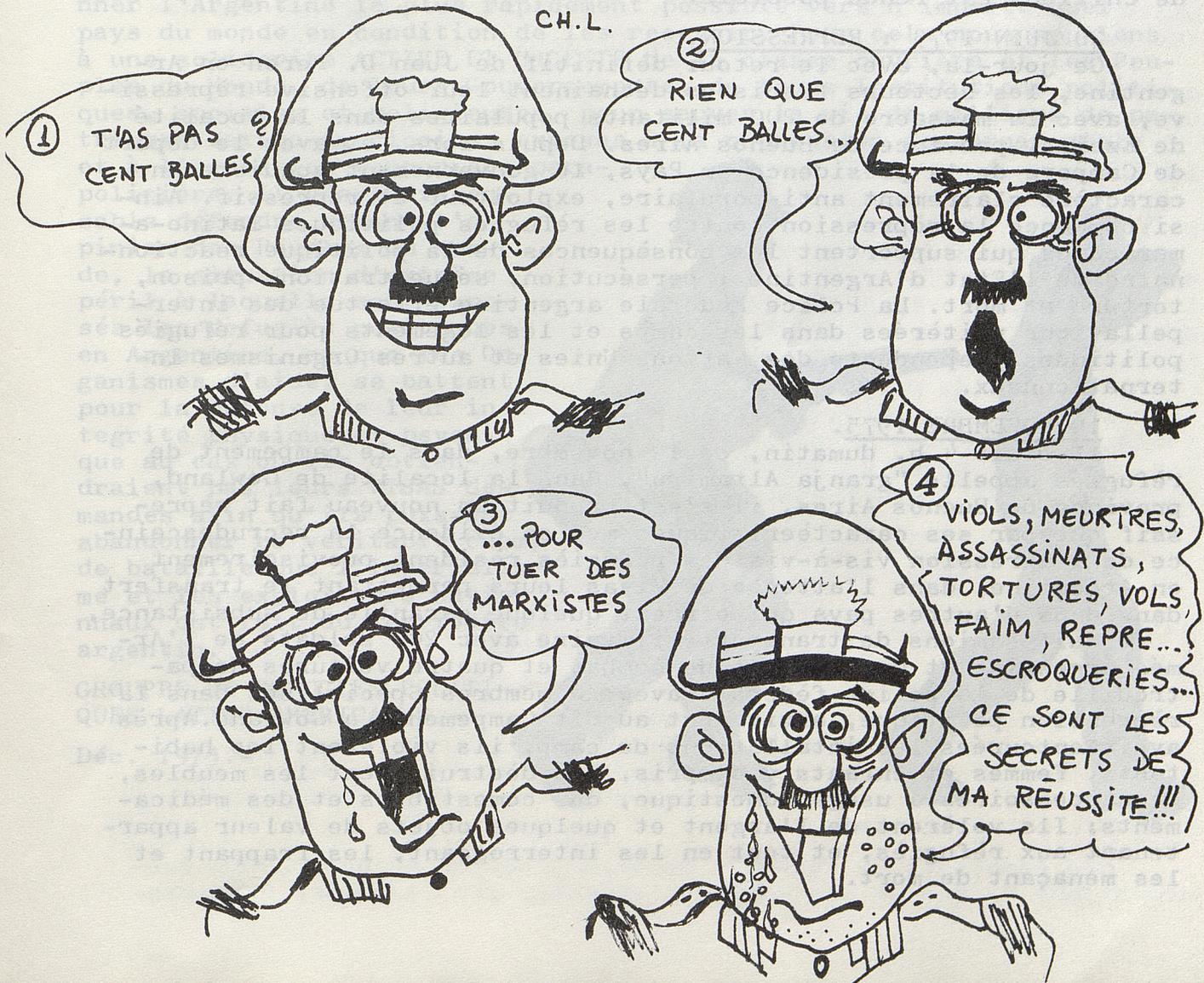
"Celui-ci est impossible dans les circonstances actuelles, où les Forces Armées ont été converties par le haut commandement, en forces policières au service d'un groupe de chefs lorsque notre peuple souffre de la faim et du chômage.

"Le moment est venu où la démocratie doit être rétablie au Chili, grâce à l'action du propre corps des officiers, des soldats et des masses, en union à toutes les forces démocratiques qui y ont intérêt. On demandera des comptes à ceux qui ont trahis la Nation Chilienne de façon flagrante et nous ne reconnaitrons aucun traité signé sur le dos de l'immense majorité de Chiliens. "

Pour nous, CHILE LUCHA, le problème est beaucoup plus simple. Les négociations sont menées par les autorités militaires chiliennes et boliviennes. Celles-ci ne se sont pas occupés des problèmes posés par cet accord, à la population, ni de l'avis de celle-ci.

Ils ne pensent qu'à établir une quelconque combine géo-politique pour consolider leurs Régimes Dictatoriales en place.-

CH.L.



APPEL DES REFUGIES POLITIQUES LATINO-AMERICAINS, AU SUJET DE L'ARGENTINE.

NOES DENONÇONS :

Des milliers de familles Latino-Américaines souffrent d'exile forcé de leur pays d'origine, de la persécution à la quelle elles sont par les militaires et pseudo-démocratiques qui ravagent notre continent au service de l'Imperialisme et des bourgeoisies nationales. Ces gouvernements réactionnaires, administrateurs de la dépendance et de l'exploitation, trafiquants de la souveraineté nationale et des efforts de la classe des travailleurs; ils assurent leur domination par une répression militaire et policière, persécutant torturant, encarcelant et assassinant les patriotes Latino-Américains. L'Histoire de l'oppression de nos Peuples est aussi longue que celle de ses luttes pour la libération nationale et sociale, car le despotisme de "ceux d'en haut" a toujours été la caractéristique du processus latino-américain; de même, la résistance et la lutte a toujours été la caractéristique des opprimés et des exploités.

ARGENTINE : 25 MAI 1973:

A cette date, après 6 mois de dictature militaire, les travailleurs argentins imposent démocratiquement le Gouvernement Populaire avec la présidence de Héctor Campora, obtenant d'importantes revendications populaires comme l'amnistie de tous les prisonniers et persécutés politiques. On assure également l'ouverture des frontières à tous les latino-américains poursuivis par les régimes réactionnaires d'Uruguay, Bolivie, Brésil, et après le coup d'état contre-révolutionnaire de Pinochet au Chili, l'asile de milliers de chiliens est rendu possible.

20 JUIN 1973 : REPRESSION.

Ce jour-là, avec le retour définitif de Juan D. Peron en Argentine, les secteurs fascistes déchainent leur offensive répressive, avec le massacre de 200 militants populaires dans la localité de Ezeiza, province de Buenos Aires. Depuis lors, et avec le départ de Campora de la présidence du Pays, le gouvernement acquiert un caractère clairement anti-populaire, exploiteur et répressif. Ainsi commence la répression contre les réfugiés politiques latino-américains qui supportent les conséquences de la politique réactionnaire de l'Etat d'Argentine : persécution, séquestration, prison, torture et mort. La Police Fédérale argentine effectue des interpellations répétées dans les camps et les logements pour réfugiés politiques, dépendants des Nations Unies et autres Organismes Internationaux.

19 NOVEMBRE 1975.

Il était 4 h. du matin, ce 19 novembre, dans le campement de réfugiés appelé "granja Altamira", dans la localité de Gowland, province de Buenos Aires, il s'est produit un nouveau fait répressif qui par ses caractéristiques met en évidence la recrudescence de l'agression vis-à-vis des réfugiés résident provisoirement en Argentine, dans l'attente de Visas leur permettant le transfert dans d'autres pays qui offrent quelque garantie de subsistance.

Huit camions de transport militaire avec 200 soldats de l'Armée argentine et un armement de combat et quatre voitures de patrouille de la police fédérale avec 20 membres Spécialisés dans la répression politique, arrivèrent au dit Campement, à Gowland. Après avoir entourées les installations du camp, ils violèrent les habitants, femmes et enfants y compris. Ils détruisirent les meubles, des accessoires à usage domestique, des comestibles et des médicaments; Ils volèrent de l'argent et quelques objets de valeur appartenant aux réfugiés, et tout en les interrogeant, les frappant et les menaçant de mort.

Durant six heures consécutives, des dizaines de familles latino-américaines restèrent sans défense dans les mains de la répression fasciste de l'Armée et la Police Fédérale d'Argentine. A 10 h. du matin les forces armées réactionnaires se retirèrent du lieu, avertissant les réfugiés présents que leur vie ne seraient pas respectées s'ils dépassaient les limites du campement pré-établies, et pour mieux surveiller ses habitants, une garde armée de la Police Fédérale s'établit en permanence tout autour du Camp.

ABANDON DES REFUGIES.

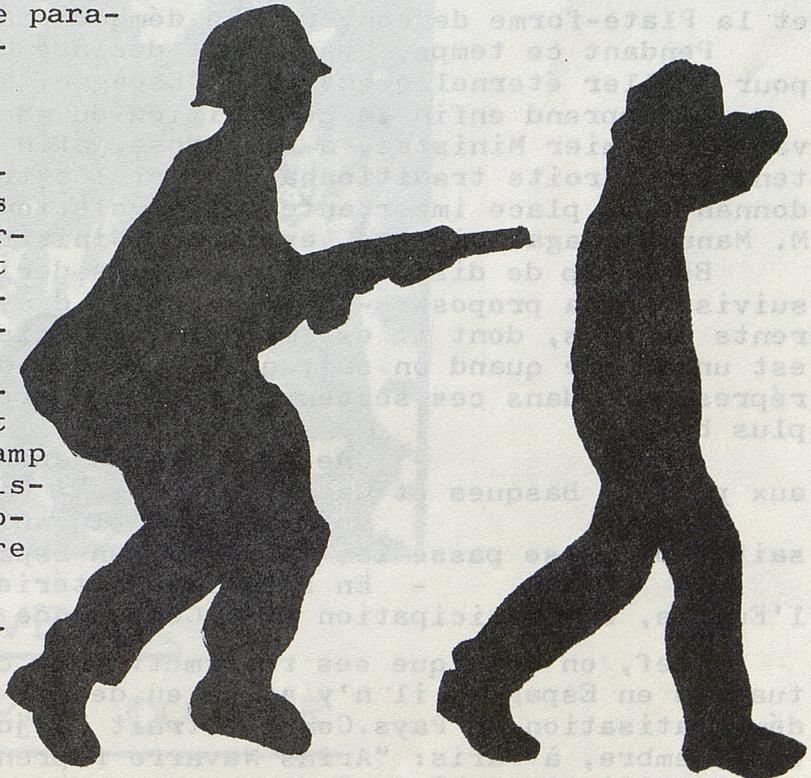
Le lendemain de l'intervention, M. Hiller, responsable du CAREF (Commission Argentine pour les réfugiés), liée à l'ACNUR (Alto Comisionado des Nations Unies pour les réfugiés), se présenta au Camp pour signifier aux résidents latino-américains qui avaient été réprimés, que les Organismes responsables des réfugiés politiques, ne pouvaient plus garantir la sécurité ni l'intégrité physique de ces réfugiés à l'extérieur du camp ni d'ailleurs à l'intérieur - étant donné ce qui s'était passé à l'aube du 15 novembre. La situation de Guerre Interieur, la suppression de garanties individuelles, l'instauration de l'Etat de siège et l'annulation des droits constitutionnels; constitue la dramatique réalité dans la quelle des centaines de réfugiés latino-américains et leurs familles tentent de survivre, en attendant les Visas promis par différents pays.

APPEL A LA SOLIDARITE.

Vu la grave situation que subissent ces camarades, nous croyons juste et nécessaire de nous mobiliser pour les soutenir. Sans doute, la solution définitive réside dans l'obtention de visas et d'abandonner l'Argentine le plus rapidement possible vers n'importe quel pays du monde en condition de les recevoir. Pour cela nous appelons à une solidarité ACTIVE ET URGENTE de la classe ouvrière et les Peuples du Monde, de leurs Gouvernements, de leurs Institutions politiques, sociales et religieuses, pour sauver la vie de milliers de patriotes latino-américains, exposés à la répression gouvernementale et à l'agression terroriste parapolicière. Il est indispensable défendre devant l'opinion des Peuples du Monde, la situation d'extrême péril à laquelle sont exposés les réfugiés politiques en Argentine, et que les Organismes d'aide, se battent pour la défense de leur intégrité physique et psychique au cas où ils obtiendraient pas leurs VISAS demandés afin qu'ils puissent abandonner ce véritable champ de bataille que l'Imperialisme et les exploiters nationaux ont fait du territoire argentin.

GRUPPE DE REFUGIES POLITIQUES LATINO-AMERICAINS.-

Déc. 1975.-



NOUVELLE ESPAGNE

Durant la première semaine de décembre, avant l'annonce de la composition du nouveau gouvernement espagnol, la mobilisation populaire a été en s'accroissant, les manifestations à Carabanchel et ailleurs se sont multipliées.

Les revendications principales de l'opposition et reprises massivement par le peuple, sont :

- Liberation des prisonniers politiques et retour des exilés.
- Abrogation de la loi anti-terroriste.
- Annulation du blocage des salariés; et
- Rétablissement des libertés démocratiques.

Après un semblant de libéralisme manifesté par Juan Carlos en accordant la grâce et en libérant certains détenus (souvent en détention provisoire d'ailleurs) comme Marcellino Camacho; la répression s'est accrue. Les manifestations sont sauvagement réprimées, les flics chargent à chaque rassemblement et les arrestations se multiplient. Marcellino Camacho et Francisco Garcia Salve, leaders des commissions ouvrières, sont de nouveau arrêtés. La Police investit les universités. Un camarade basque est tué par la Police. On compte plus de prisonniers politiques qu'avant la grâce accordée par Juan Carlos.

Dans les prisons, les conditions de détention deviennent de plus en plus dures. Tortures, privations de toutes sortes...

La mobilisation s'accroît. Les grèves lancées par les commissions ouvrières et l'UGT, dans les secteurs de la construction, la métallurgie, les banques, les assurances, les transports et les universités, sont largement suivies en Catalogne, Euzkadi, les Asturies et la région de Madrid.

Partis, commissions ouvrières, associations de ménagères et associations de Quartier participent à la mobilisation et aux manifestations.

Un Comité de coordination, rassemblant la Junte démocratique et la Plate-forme de convergence démocratique se crée.

Pendant ce temps, Franco est déclaré Caudillo à Perpetuité, pour veiller éternellement sur l'Espagne.

On apprend enfin la composition du gouvernement : Arias Navarro, Premier Ministre, a bien dosé, afin de ne pas trop mécontenter la droite traditionnaliste et l'extrême-droite, tout en donnant une place importante aux "évolutionnistes". Leur leader, M. Manuel Fraga Iribarne, est nommé Ministre de l'Intérieur.

Beaucoup de discours et de belles déclarations-bidons ont suivis. Fraga propose: - Un changement dans l'attitude des différents polices, dont il est maintenant Ministre. Cette promesse est un leurre quand on sait que l'extrême-droite est fortement représentée dans ces secteurs, et que la répression continue la plus belle.

- Une plus grande autonomie serait accordé aux peuples Basques et Catalans.
- Un Parlement élu au suffrage universel (on sait comment se passe les élections en Espagne).
- En Politique extérieur, rapprochement avec l'Europe, et participation à la Conférence Nord-Sud.

Bref, on voit que ces réformettes ne changent rien à la situation en Espagne; il n'y a pas eu de pas réel de fait vers une démocratisation du Pays. Comme titrait le journal Libération du 17 décembre, à Paris: "Arias Navarro reprend la chanson réformiste sur l'air franquiste."

Les camarades du FRAP ont déclaré à propos du nouveau gouvernement que "l'une de ses caractéristiques, est le nombre de Minis-

A Nos Armées.-

Une quarantaine d'inculpés dont beaucoup déjà détenus, vont passer devant la cour de sûreté de l'Etat. Après avoir poursuivi pendant plusieurs années, et envoyé les insoumis en prison, le pouvoir réagit soudain très violemment contre la révolte et le début d'organisation des soldats.

Pourtant ce mouvement des appelés s'est établi sur une base souvent restreinte qui ne remettait pas en cause l'Armée elle-même ni sa fonction dans une société capitaliste, mais gueulait contre les brimades incessantes, l'anti-démocratie total, l'inutilité ressentie par tous et l'impression de perdre un an de sa jeunesse, l'embrigadement, l'habitude à la passivité.

Ces revendications mêmes sont inacceptables pour une armée dont le rôle n'est pas tant la "Défense Nationale" que la défense du pouvoir, la défense du capitalisme. Le slogan "le soldat sous l'uniforme tu restes un travailleur" a du faire rugir Bigeard et sa clique. Parcequ'il faut au contraire que le soldat soit uniquement un pion prêt à obéir, et surtout pas un travailleur, surtout pas un ouvrier avec la conscience de classe qu'il peut avoir.

Voilà l'ennemi intérieur, voilà le complot international. Et la répression frappe... visant à isoler et écraser l'embryon d'un mouvement révolutionnaire.

Dans cette tâche le pouvoir est secondé par la Gauche Traditionnelle, bons militaristes, qui jusqu'au coup d'état de n'importe quelle Junte ont flatté et fatteront encore le caractère démocratique des Armées. L'illusion domine comme l'aveuglement. En France on se permet de mener campagne pour les libertés et on se tait quand sous l'uniforme le peuple se fait emprisonné.

Voilà le cadre de la légalité, celle définie par la réaction !!

Face à cela, la gauche révolutionnaire doit réagir et trouver les moyens de continuer la lutte. Cette lutte dans l'Armée n'est pas une tâche facile mais elle est certainement fondamentale. Pour s'attaquer à cet appareil qu'est l'Armée sans conduire les camarades à leur perte et à la prison, il faudra encore du temps et du travail. La bourgeoisie ne se laissera pas abattre sans une lutte violente; elle a une armée sûre qui la défend.

Soldat Portuguais, Chiliens, Français et du monde entier, aujourd'hui emprisonnés et réprimés sont notre armée. Leurs rangs grossiront de jour en jour jusqu'à écraser l'Armée à la solde des bourgeois.

SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DES SOLDAT !!

(Collaboration de Camarades Français).-



PORTUGAL

On assiste de plus en plus clairement au Portugal, à la mise au pas du pays depuis le 25 novembre, par le gouvernement Azevedo. Devant cette "mise en ordre", il convient de resituer les prises de position de la gauche et de révolutionnaires.

Nous avons assisté en décembre à des manifestations importantes à Porto et à Lisbonne pour exiger la libération des soldats emprisonnés après le 25 novembre.

Ces manifestations furent violemment réprimés et celle de Porto qui vit plusieurs milliers de représentants déploya 4 morts dont trois ouvriers métallurgistes et un manifestant allemand. La version officielle tend à faire endosser la responsabilité aux organisateurs de la manifestations alors qu'il semble clair qu'il s'agit d'un acte prémédité par des éléments de la G.N.R.

Ces faits n'ont pas provoqué de réaction gouvernementale, mais l'Etat-Major a cru bon de dénoncer le caractère "illégal" de ces manifestations.

Quelles sont les attitudes du PSP et du PCP devant un telle conjoncture? La direction Soares tente d'amalgamer les couleurs politiques en souhaitant la libération de tous les emprisonnés à dater du coup d'Etat de 1974. Il hurle à la provocation et réaffirme la menace que représente la gauche révolutionnaire pour une alternative démocratique crédible.

Quant au PCP, sa participation au gouvernement et l'objet d'une attitude prudente qui exclu la nécessité d'une riposte unitaire de masse aux actions gouvernementales.

L'extrême-gauche quant à elle a stimulé une manifestation unitaire offensive contre la répression. Les premiers jours de janvier ont vu quelques milliers de personnes exiger la dissolution du G.N.R. et la création d'unités et d'organes d'autodéfense de la classe ouvrière.

Une fois de plus l'on constate où mène la politique faite de compromis et de louvoiments avec ses alliés petit-bourgeois. Cette politique si elle se concrétise donnera aux représentants du PCP l'assurance illusoire de conserver certains postes ministériels en échange d'une révision quasi complète par exemple de la réforme agraire dont le but est de briser l'initiative de masses sur le terrain, en dénonçant l'occupation illégale des terres et d'autres formes d'action jugées inadmissibles par les bureaucraties.

Nous ne savons si la riposte ouvrière et paysanne est déjà effective, mais ces événements rappellent tristement un cours de l'histoire déjà vécu sous l'UP que chacun de nous garde en mémoire. Nous réaffirmons donc l'urgence d'une riposte unitaire afin d'éviter une coupure entre la ceinture ouvrière et les travailleurs paysans, afin d'organiser l'auto-défense et permettre un arrêt contre l'offensive de répression exercée par le pouvoir.-

Guillermo.

CAMPAGNE D'AIDE MATERIELLE A LA
RESISTENCE REVOLUTIONNAIRE CHILLENNE.

Répéter ce que toute l'Humanité connaît suffisamment, quant au régime dictatorial, repressif et policier de Pinochet, est toujours nécessaire.

La haine, la répression et les massacres, constituent toujours le cadre génocide imposé par la dictature et ses laquais. Les poblaciones, les usines, les collèges, les quartiers et les prisons, connaissent chaque jour les sauvages razzias qu'opèrent les oppresseurs. La peur et l'arbitraire s'ajoute à la très mauvaise conduction économique, génératrice d'une crise qui engendre la faim, le chômage, et une misère extrême.

Sur ce plan, la forte solidarité internationale a obtenu des succès importants. Néanmoins, nous sollicitons encore un effort matériel pour arriver à un soutien physique aux secteurs révolutionnaires qui de la base luttent contre leurs oppresseurs. C'est à la base que se regroupent tous les secteurs combattants - paysans, ouvriers, étudiants - dont l'objectif est, par le travail quotidien et clandestin, de déloger la Junte Gorille du Pouvoir, et d'arriver à la prise du pouvoir par les travailleurs dans son ascension vers la société socialiste.

Vous personnellement, votre mouvement, votre organisation ou ce que vous représentez, sensibles à la réalité chilienne, saurez évaluer l'importance de votre concours actif et de solidarité.

Nous sollicitons donc, votre adhésion à cette campagne, que nous avons appelée : DIX FRANCS POUR LE CHILI ET SA REVOLUTION.

Tous les Camarades, sympathisants, amis ou personne de bonne volonté qui veulent coopérer à la chute de Pinochet, de ses laquais et de la Junte répressive qu'ils ont instaurée pour exercer le pouvoir, peuvent participer à cette campagne, en remettant dix francs - ou la somme qu'ils veulent -, mensuellement et pour la période d'un an, sous une des formes qui suivent :

a. soit personnellement, en s'inscrivant et en versant directement à des camarades ayant une copie de cet appel et de la liste nominative d'adhésion. Votre participation sera envoyé au compte bancaire indiquée plus bas;

b. indirectement en envoyant son adhésion à l'ordre de :

Société Générale, Clichy-République
No. de compte : 51013747.
Adresse: Bd du Gal Leclerc
92110 - Clichy.

Votre adhésion, donc, peut se faire personnellement, en espèces, avec les camarades possesseurs des listes, ou bien à travers des chèques postaux, chèques bancaires ou mandats, à l'adresse indiquée.-

CET ARGENT SERA INTEGRALEMENT ENVOYE A L'INTERIEUR DU CHILI POUR MAINTENIR ET APPUYER LES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES DE BASE DANS LEUR LUTTE PERMANENTE DE RESISTENCE.-

IMPULSIONS LA SOLIDARITE !

Nous vous remercions pour votre soutien.

LE SOCIALISME OU LA MORT, JUSQU'A LA VICTOIRE FINALE !!

COORDINACION DE UNIDAD
REVOLUCIONARIA, DE
CHILE.-

de
RANCO.

CAMARADA...

SI LLORAS,
YO LLORARE.
SI CANTAS,
YO CANTARE.
SI GRITAS,
YO GRITARE.
SI ENFRENTAS,
YO ENFRENTARE.
SI HUYES,
NO HUIRE.
SI NO LUCHAS,
TE DEJARE.
SI TRAICIONAS,
TE MATARE.

CAMARADE...

SI TU PLEURES,
JE PLEURERAI.
SI TU CHANTES,
JE CHANTERAI.
SI TU CRIES,
JE CRIERAI.
SI TU AFFRONTES,
J'AFFRONTERAI.
SI TU FUIS,
JE NE FUIRAI PAS.
SI TU NE LUTTES PAS,
JE TE QUITTERAI.
SI TU TRAHIS,
JE TE TUERAI.



EDICIONES NUEVO RUMBO

EDICIONES NUEVO RUMBO
JRR III CONGRESO
DE CHILE

